

Bulletin
d'Histoire Contemporaine
de l'Espagne

Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne

52 | 2017

Manuel Tuñón de Lara (1915-2015)

Jacques Georgel : *Le franquisme, histoire et bilan, 1939-1969* (Éditions du Seuil, Collection Esprit « Frontière ouverte »)

Manuel Tuñón De Lara



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1081>

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 339-341

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Jacques Georgel : *Le franquisme, histoire et bilan, 1939-1969* (Éditions du Seuil, Collection Esprit « Frontière ouverte ») », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1081>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Jacques Georgel : *Le franquisme, histoire et bilan, 1939-1969* (Éditions du Seuil, Collection Esprit « Frontière ouverte »)

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Jacques Georgel : *Le franquisme, histoire et bilan, 1939-1969* (Éditions du Seuil, Collection Esprit “Frontière ouverte”) », revue *Esprit*, n° 401, mars 1971, p. 599-601.

- 1 Un lieu commun nous guette souvent lorsqu'on essaye de rendre compte d'un livre : celui de dire qu'il est venu en son temps. Eh bien, cette fois-ci, c'est vrai : ce livre est venu en son temps. Personne n'ignore que l'Espagne vit un tournant de son histoire contemporaine, que « le temps immobile » semble fini et qu'indépendamment de l'issue que ce pays trouvera à sa contradictoire situation actuelle, tout fait croire que le temps du « franquisme » est révolu (indépendamment aussi de la possibilité d'un « post-franquisme », question qui s'écarte de notre sujet).
- 2 Jacques Georgel, jeune professeur de droit, « politiste », a entrepris la tâche d'un bilan de trente ans de franquisme dans l'optique de sa spécialité, mais dans un style accessible à tous les lecteurs. Ce n'est pas le moindre mérite de ce livre, car des milliers et des milliers de lecteurs, notamment des jeunes, sensibilisés par les derniers événements d'Espagne, ont besoin d'une information, à la fois rigoureuse et simple, sur les bases, l'organisation et l'histoire récente d'un régime politique aujourd'hui contesté et dont la réaction extrémiste de ses partisans ne fait que confirmer la crise.
- 3 *Le franquisme* de Jacques Georgel commence par une introduction historique très dense, qui nous amène à mieux comprendre les fondements idéologiques de ceux qui

déclenchent la Guerre civile en 1936 et s'apprêtent à créer un état et des instruments para-étatiques (parti ou mouvement, syndicats corporatifs) d'accord avec leurs intérêts et leur rôle de classe. Il étudie ensuite l'organisation de cet état, d'après le tripartisme classique (l'exécutif, le législatif et le judiciaire) pour bien montrer qu'il n'existe pas dans ce sens et que l'hégémonie est assurée par le pouvoir exécutif, dont le rôle charismatique du Caudillo est la pièce essentielle.

- 4 Une autre partie traite des rapports entre l'état et le citoyen (plutôt sujet que citoyen), des soi-disant droits individuels jamais respectés ni garantis et de l'impressionnant appareil répressif qui déséquilibre la balance en faveur de l'état. Tout cela n'est pas abordé dans l'abstrait, mais par une méthode que nous appellerions « historique » ; l'auteur, en s'appuyant sur une masse immense d'informations, de faits concrets, montre aisément comment chaque droit reconnu par la lettre des textes légaux (fort timidement d'ailleurs) est vidé de son contenu, voire bafoué par la pratique quotidienne du pouvoir politique et de ses instruments. Enfin, les conclusions sont une sorte de raccourci sur les conditions économiques de l'Espagne et sur les forces politiques en présence, dont la nécessaire brièveté n'exclut pas l'analyse lucide des principaux groupes politiques.
- 5 La clef de voûte du système a été le « caudillat ». Ces dernières semaines, lorsque le régime eut un réflexe violent de défense, la seule référence valable pour rassembler ses partisans a été celle du « Caudillo », même s'il s'agit d'un homme dont la succession est déjà pratiquement ouverte. L'étude que Georgel fait du « caudillat » éclaire de nombreux aspects de cette institution totalitaire liée à une personne rassemblant les fonctions de chef de l'état, chef du gouvernement, chef de l'Armée et chef du parti unique (dit parfois « Mouvement » pour les besoins de la cause). Par cette voie, l'explication du rôle de la Phalange et des syndicats comme instruments de l'état issu de la guerre prend toute sa valeur. Très probablement un développement de cette étude pourrait être fait à la lumière des derniers événements : ces « instruments » ayant joué un rôle de premier ordre pendant trente ans, ont acquis une certaine autonomie et refusent de quitter la scène au moment où les classes dont ils étaient les instruments n'ont plus besoin d'eux. Voilà le vrai sens de la poussée des « ultra » acharnés contre l'Europe, contre l'« évolutionnisme », contre l'église et même contre les ministres appartenant à l'Opus Dei. Un chapitre dont l'intérêt est accru par des raisons d'actualité est celui qui concerne les juridictions d'exception et particulièrement le décret du 21 septembre 1960 (d'abord abrogé, puis remis en vigueur en 1968), assimilant à la « rébellion militaire » n'importe quelle activité oppositionnelle.
- 6 Cependant, l'examen de l'organisation politique du franquisme est fait en rapport avec les différentes conjonctures politiques à travers lesquelles les forces contestataires du régime ont montré leur puissance grandissante. C'est ainsi que les grèves, à partir de 1962, les mouvements des étudiants, les résistances catalane et basque, et ce qu'on appelle « la jeune église » prennent leur véritable signification. Il aurait peut-être fallu insister davantage sur les transformations opérées au sein de l'église : il s'agit incontestablement du fait le plus important de ces dernières trente années : un régime qui prétendait avoir fait une guerre « sainte », est entré en conflit avec la majorité du clergé et des croyants à partir du moment où il n'a plus su se servir de la religion comme « instrument idéologique » et même « structurel ». De là, aujourd'hui, l'anticléricalisme de droite des réactionnaires espagnols. Certes, les derniers prélats conservateurs, tels Mgrs Morcillo et Guerra, se battent toujours opiniâtement ; mais ils ne sont plus que les

pions d'un pouvoir politique en crise et d'une classe sociale dont le rôle historique est périmé.

- 7 En somme, si le livre de Jacques Georgel a de telles qualités, il est surtout remarquable pour deux raisons : la première est sa valeur informative. Ce livre est une vraie « mine » d'informations, de données précises, individualisées et datées (un index des noms aurait été souhaitable) ; il sera une source de consultation et une référence obligée pour ceux qui s'intéressent en France à l'histoire de l'Espagne depuis 1939.
- 8 Il a pourtant une autre valeur qui se situe probablement à un niveau plus élevé : c'est la première fois qu'un livre pour le grand public de langue française est consacré aux structures politiques de l'Espagne franquiste (le livre remarquable de Max Gallo est une histoire totale) et qu'on arrive à expliquer la « légalité » émanant de l'état franquiste, tout en démontrant sa pauvreté juridique, voire l'absence de tout ce qui pourrait ressembler à un état de droit. Depuis 1969, la preuve est faite que l'état franquiste ne supporte même pas sa propre légalité, qu'il doit recourir à l'état d'exception pour des raisons incompatibles avec un état de droit, qu'il se voit obligé à violer ses règles de procédure judiciaire, à réduire la portée déjà restreinte de ses lois de presse et d'information, à couvrir les agissements contre les droits de la personne humaine de fonctionnaires de la police, à refuser la propagande électorale pour les rares élections tolérées par le régime, à suspendre par voie d'autorité les fonctions de centaines de délégués syndicaux, enfin à bloquer l'application d'une loi organique de l'état, elle-même antidémocratique, ignorant le principe de la souveraineté nationale.
- 9 Cette contradiction entre les textes et les faits devient évidente à la lecture du livre de Jacques Georgel, qui éclaire ainsi le vrai sens du complexe appareil pseudo-juridique créé par un régime qui n'a pas oublié ses origines fascistes, qui reste un régime totalitaire, dont les autorités chantent encore les louanges de la Division bleue qui lutta sous l'étendard de la croix gammée et dont les derniers partisans défilent encore le bras levé à la manière fasciste, en proférant des injures contre l'Europe démocratique.